La nation d'origine réinventée. La persistance du “ mythe national ” chez les Français originaires du Maghreb

Vincent Geisser, Schérazade Kelfaoui

► To cite this version:

Vincent Geisser, Schérazade Kelfaoui. La nation d'origine réinventée. La persistance du “ mythe national ” chez les Français originaires du Maghreb. *Confluences Méditerranée* , 2001, 2001/4 (39), pp.29-35. 10.3917/come.039.0027 . halshs-02113036

HAL Id: halshs-02113036

<https://shs.hal.science/halshs-02113036>

Submitted on 30 Apr 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA NATION D'ORIGINE RÉINVENTÉE

La persistance du « mythe national » chez les Français originaires du Maghreb

Vincent Geisser et Schérazade Kelfaoui

L'Harmattan | « Confluences Méditerranée »

2001/4 N°39 | pages 27 à 35

ISSN 1148-2664

ISBN 2747513920

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2001-4-page-27.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.

© L'Harmattan. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La nation d'origine réinventée

La persistance du «mythe national» chez les Français originaires du Maghreb

Vincent Geisser
Schérazade Kelfaoui

Cette réflexion sur la persistance des nationalismes d'origine chez les Français issus des migrations maghrébines a été motivée par une observation récurrente, tirée de notre expérience d'enquête¹. Alors qu'elles se revendiquent très majoritairement comme Françaises, qu'elles développent un fort sentiment d'appartenance à leur ville (Marseille, Lille, Roubaix, Saint-Denis...), voire à leur région de résidence (le Nord, l'Alsace, la Provence...), qu'elles véhiculent souvent un discours républicain radical, les nouvelles générations issues des migrations maghrébines continuent à se référer à leur pays d'origine comme élément d'autodéfinition. En effet, il n'est pas rare de relever dans leurs discours des propos tels que «je suis algérien et j'en suis fier», ou «nous les Marocains, nous ne sommes pas comme les Tunisiens et les Algériens» ou encore «nous les Tunisiens, nous sommes plus modérés que les autres Maghrébins».

Partant de ce constat empirique, nous avons cherché à comprendre les raisons de cette persistance des références à la nation d'origine (Algérie, Maroc et Tunisie) qui ne saurait être interprétée comme la manifestation d'une double allégeance. Les interprétations des sociologues et des psychologues ont longtemps conforté une vision dramatique, presque pathologique, de la relation aux États d'origine (cet entre-deux qui fait problème), entretenant par là deux clichés principaux : d'un côté, celui de l'individu maghrébin condamné à refouler au plus profond de lui-même le rêve d'un retour à venir, de l'autre, celui d'un individu aliéné et acculturé à la société

dominante, incapable de prendre ses distances à l'égard des représentations exotiques du Maghreb «fabriquées» par l'Occident.

Dans la perspective d'une démarche compréhensive des relations aux pays d'origine, notre objectif est de dépasser cette double représentation du refoulement et de l'aliénation, afin d'analyser plus finement les différentes formes d'investissements individuels et collectifs qui se traduisent par la production originale de nationalismes et de régionalismes maghrébins en Europe. Il convient d'insister sur le caractère « original » de cette production, dans la mesure où elle ne renvoie pas exclusivement à la perpétuation de relations d'allégeances passées mais d'abord à la fabrication de nouveaux liens sociaux dans le contexte particulier de la migration de travail (primo-migrants), de l'exil (réfugiés) ou de la filiation (enfants d'immigrés).

Les explications de cette référence quotidienne et banalisée aux pays d'origine doivent être recherchées dans les effets de différenciation induits par le processus d'intégration à l'espace national français : se revendiquer algérien, marocain ou tunisien [alors qu'on est de nationalité française], c'est d'abord signifier une plus grande proximité avec la culture française, c'est assumer une histoire commune, c'est finalement revendiquer une mémoire partagée, bien que douloureuse, se distinguant par là des autres migrations, considérées davantage comme exogènes.

De la nation d'origine à la nation des origines : un processus pluraliste

Le processus de «réinvention» des liens avec la nation d'origine se décline selon trois registres dominants qui peuvent tantôt se contredire, tantôt se combiner, débouchant ainsi sur l'expression de nationalismes et de régionalismes migratoires : le registre apologétique (vision romantique du pays d'origine) ; le registre oppositionnel (vision critique engagée) ; et, enfin, le registre de distanciation banalisée (vision critique non engagée). Nous allons développer brièvement ces trois modes de relations aux États d'origine.

Le registre apologétique : une vision romantique du pays d'origine

Les récits personnels et familiaux, transmis dans l'immigration de génération en génération, incorporent une large part d'idéalisation et d'officialité légitimant des visions et des versions apologétiques de

l'histoire contemporaine des pays du Maghreb². Il se produit ainsi un mouvement de réappropriation des histoires officielles des États maghrébins étroitement combinées à des anecdotes et à des expériences personnelles sur la participation d'un membre de la famille ou d'un ancêtre plus lointain à la guerre de Libération nationale : «*dans ma famille, nous étions tous FLN. Mon père a participé à la guerre de Libération, même si je ne sais pas exactement ce qu'il y faisait*» (S. K., née en Algérie en 1962, arrivée en France à l'âge de un an). Cette réappropriation de type apologétique se manifeste souvent sur le registre de la personnalisation des actes et des événements historiques : «*l'Algérie est devenue une grande puissance grâce à Boumédiène. Il a fait des erreurs, mais c'était un grand président* [sous-entendu par rapport à Chadli Benjedid] » (F. B., née à Lyon en 1966). Certes, dans cette représentation des mouvements de libération et de l'émergence des nouveaux États, on peut voir l'expression d'une certaine crédulité populaire et d'une inculture historique. Mais c'est oublier que ce type de rapport idéalisé aux histoires nationales n'est pas spécifique aux populations immigrées : on le retrouve dans la plupart des groupes sociaux, y compris en France, où l'on a longtemps privilégié une vision romantique et personnalisée de la construction de la nation³.

En définitive, l'idéalisation des histoires nationales dans les populations d'origine maghrébine en France reste étroitement liée à une reconstruction des histoires familiales qui se déroulent sous la forme d'une épopée migratoire, dans laquelle la décision des grands-parents ou des parents d'émigrer fait l'objet d'une réhabilitation a posteriori. Chaque famille maghrébine entretient son propre culte des Moujahid et des martyrs (*Chûhada*) de la lutte anti-coloniale, d'autant plus intensément que l'acte d'émigrer à l'étranger et plus particulièrement dans l'ancienne puissance coloniale (la France) a parfois suscité de vives critiques de la part des acteurs restés au pays d'origine.

Toutefois, ce processus de réappropriation des histoires nationales maghrébines n'emprunte pas toujours au registre apologétique et romantique : avec le temps, il se produit de plus en plus sur des registres critiques et distanciés.

Le registre oppositionnel : une vision critique engagée

Les mouvements d'opposition aux régimes maghrébins ont toujours bénéficié en France de relais dans l'émigration-immigration, y compris dans les milieux populaires. Ces derniers ont cherché à

promouvoir une «contre-élite», ayant pour mission de dénoncer sur le «terrain» (l'usine, le quartier, la mosquée, les associations...) la propagande officielle des États, en diffusant des informations sur la «réalité» de la situation économique et politique des pays d'origine. Bien que l'influence de ces organisations d'opposition fût relativement modeste, elles contribuèrent par leurs actions quotidiennes de lutte à la mise en place d'instances de socialisation «alternatives» et à la diffusion d'une culture d'opposition au sein même de l'immigration. Il s'est développé, par exemple, dans l'immigration marocaine en France, un puissant courant de contestation à l'égard du régime, aboutissant à la remise en cause du principe d'allégeance inconditionnelle au Makhzen et au Commandeur des Croyants (le Roi) : la persistance d'un patriotisme marocain, mêlant des références récurrentes au nationalisme arabe (prestige de la figure de Gamel Abd el Nasser, le Raïs) n'a pas empêché certains immigrés marocains de combattre activement l'institution monarchique et de revendiquer sa réforme en profondeur (monarchie parlementaire), voire même son abolition (proclamation d'une république marocaine) : *«Mon père était membre du syndicat marocain, pas celui proche du Roi mais celui de l'opposition. Dans ma famille, nous n'étions pas pour Hassan II»* (K. B., fille d'immigré marocain, née en France en 1970).

Ce mouvement de contestation des histoires officielles a également été très actif dans l'immigration algérienne et ceci malgré la surveillance policière exercée par les responsables de l'Amicale des Algériens en Europe et les autorités consulaires. Outre les actions semi-clandestines conduites par les militants communistes du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS), certains milieux kabyles [principalement en région parisienne], proches du Front des forces socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed ou, plus récemment, du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Saadi, ont mené un travail de fond dans l'immigration berbérophone. La force mobilisatrice des organisations kabyles de France a résidé dans les associations culturelles Amazigh très denses, jouant sur le registre de l'apolitisme et bénéficiant ainsi de subventions des pouvoirs publics français (FAS et collectivités locales). La critique des référents officiels imposés par l'État-FLN (référence à l'arabité et à l'islamité de la nation algérienne) a d'abord revêtu la forme d'une contestation culturelle, avant de se politiser progressivement au cours des années 1980. Au regard de la problématique du mythe national, la mobilisation des Kabyles de France apparaît significative de la complexité des relations aux États

d'origine : la référence à l'identité kabyle et amazigh n'est pas incompatible avec le maintien d'un fort sentiment national algérien. La défense d'un particularisme kabyle — sous-entendant une certaine supériorité culturelle sur les Arabes — passe généralement par une réappropriation de l'histoire nationale algérienne, dont les acteurs engagés se présentent comme les dépositaires légitimes : «*les véritables Moujahid étaient kabyles*» (S. M. né en Algérie dans les années 1950, nationalité française). À travers cet exemple franco-kabyle, on voit s'ébaucher une combinatoire originale entre régionalisme et nationalisme migratoires, s'exprimant tantôt sur un mode conflictuel, tantôt sur un mode irénique.

Le registre de distanciation banalisée : une vision critique non engagée

La sédentarisation des populations d'origine maghrébine dans des contextes sociopolitiques pluralistes favorise l'émergence d'aspirations contradictoires, se manifestant à la fois par la réactivation puissante du sentiment national et par une volonté de plus en plus affichée de s'émanciper des cadres rigides de la propagande officielle des États d'origine. Dans la majorité des cas, cette distanciation ne s'est pas produite dans le sens d'une rupture consciente, mais davantage à travers les situations d'interactions avec les pays et les régions d'origine. Le retour annuel au bled a été l'occasion pour l'immigré et ses enfants de prendre conscience de l'écart de plus en plus grand entre la vision idyllique du pays, véhiculée par les institutions officielles (les amicales), et les réalités parfois pénibles qu'ils découvrent lors de leur voyage estival : autoritarisme politique, corruption publique, inégalités sociales criantes, contrôle familial et surtout mépris à l'égard de leur statut d'émigré : «*chaque fois que nous rentrions en Algérie dans la famille, on nous faisait sentir que nous étions «les émigrés». Cela commençait à la douane où ils nous traitaient pas bien et nous insultaient parce que nous comprenions mal l'arabe*» (S. K., née en 1962 en Algérie, arrivée en France à l'âge de un an). Cette vision péjorative des pays d'origine ne relève pas à proprement parler d'un acte d'opposition politique mais plutôt de l'intériorisation progressive d'un sentiment d'altérité et d'incompréhension à l'égard des modes de fonctionnement, des mœurs et des valeurs des sociétés maghrébines.

Mais ce mouvement de réappropriation critique des histoires nationales peut aussi emprunter un registre plus culturel, plus intellectuel, nourri par une connaissance livresque et médiatique de l'his-

toire et de l'actualité des pays d'origine. À ce propos, il convient de souligner le rôle majeur joué par l'édition, la télévision et plus récemment par le cinéma dans la fabrication des discours et des représentations sur le bled. Il existe actuellement un réel attrait des nouvelles générations maghrébines socialisées en France pour la production documentaire et historique sur les pays d'origine et le monde arabomusulman en général. Autrefois (dans les années 1960-1970), seuls les intellectuels maghrébins réfugiés ou exilés (étudiants, universitaires, artistes...) étaient concernés par ce type de production. Aujourd'hui, il touche des franges de plus en plus larges de la population maghrébine de France, d'où le succès d'une certaine littérature vulgarisatrice sur le Maghreb, l'Orient et l'islam : *«chaque fois que je le peux, je lis des bouquins ou des revues sur le monde arabe. Tout ce qui touche le monde arabe me passionne»* (A. S., né en France de père algérien, ancien adjoint au maire de Grenoble).

À travers les exemples de la lecture, du cinéma ou de la télévision, on comprend que ce sont bien les pratiques sociales des individus qui fondent le rapport critique aux histoires officielles et non un choix conscient et délibéré. La prise de distance à l'égard des visions idéales des mouvements de libération et de la construction nationale des nouveaux États s'ancre de plus en plus dans le vécu quotidien des populations maghrébines de France : elles peuvent désormais se référer à des sources d'informations plurielles et parfois contradictoires, et se faire ainsi leur opinion sur l'histoire et l'actualité du pays d'origine (cf. la polémique actuelle sur les auteurs de massacres en Algérie).

Des nationalismes d'origine mis en scène

L'observation des individus en «situation» montre que l'identification aux États-nations fonctionne rarement sur le principe de l'exclusivité, laissant une large part à l'émotion et à la passion, d'où la nécessité pour le chercheur de multiplier les contextes et les échelles d'investigation⁴. Aussi n'est-il pas inutile de partir d'une question simple: dans quelles situations sociales les individus et les groupes issus de l'immigration maghrébine sont-ils conduits à évoquer ou à mettre en scène leurs origines nationales, voire même à se définir en fonction de la nationalité du pays d'origine ?

Il serait trop long ici de recenser tous les contextes ; nous pouvons

néanmoins en énumérer quelques-uns, tirés de nos enquêtes auprès des primo-migrants et des enfants d'immigrés maghrébins.

Exprimer des différences réelles ou imaginaires à l'égard des «Majoritaires»

Le premier type d'évocation de la nationalité d'origine renvoie à l'ensemble des situations de confrontation/comparaison avec les Français dits de «souche», c'est-à-dire tout ce qui n'est pas arabe, africain, asiatique, portugais, etc. Autant la notion de «Français de souche» est combattue avec virulence par les associations civiques au nom du principe d'égalité et du caractère multiculturel de notre société, autant elle fait l'objet d'une réappropriation critique de la part des individus à l'échelle de la famille et des sociabilités quotidiennes: se dire «Algérien», «Marocain» ou «Tunisien», alors que l'on vit en France depuis plusieurs années et que l'on possède souvent la nationalité de ce pays, c'est affirmer une différence avec une majorité culturelle que l'on identifie comme chrétienne et non immigrée. La plupart des individus d'origine maghrébine établissent spontanément une distinction entre les «Maghrébins» et les «autres majoritaires», récupérant à leur propre compte le cliché culturaliste du «bon Français» opposé au «métèque», comme s'ils répondaient par l'ironie au discours dominant qui cherche à les enfermer dans leur immigritude. Dans ce premier type, la référence à la nationalité d'origine est associée principalement aux registres culturels et religieux : se dire «Algérien» c'est marquer socialement sa différence par rapport aux autres nationaux français que l'on identifie à des Gaouris, des Roumis⁵ des «Français pur porc». Ce processus de réappropriation de la nation d'origine repose sur l'intériorisation d'une certaine conscience de minoritaire qui n'est probablement pas définitive mais qui, dans le contexte de la France des années 1990-2000, semble fortement ancrée chez les Français d'origine maghrébine, qu'ils soient nés dans le pays d'origine ou dans la société d'accueil. En ce sens, les nationalismes ou les régionalismes migratoires se fondent sur des logiques culturalistes activées occasionnellement par les gens ordinaires (minoritaires ou majoritaires) qui recourent ainsi consciemment ou inconsciemment au critère de nationalité et à l'origine nationale pour expliquer, justifier et légitimer des différences réelles ou imaginaires : la sexualité, la pudeur, le respect des parents, le sens de la famille, l'attachement aux valeurs religieuses, la fierté... Contrairement aux précédentes décennies (1970-1980), il n'existe plus vraiment de tabou à se revendiquer

simultanément français et algérien (ou marocain ou tunisien), même si les individus savent au fond d'eux-mêmes que leur vie est en France et qu'ils ne retourneront jamais dans leur pays d'origine. Brandir le drapeau national algérien, marocain ou tunisien pendant la Coupe du Monde de football et soutenir passionnément l'équipe de France, c'est finalement faire mentir par ses pratiques sociales les discours normatifs sur l'intégration à la française, tels qu'ils s'expriment dans le champ politique, voire dans certains écrits sociologiques.

Se démarquer des «autres Maghrébins» de France

Le deuxième type d'évocation des origines nationales et régionales correspond aux situations d'interactions avec les autres originaires du Maghreb. Dans ce cas de figure, l'expression de la nationalité d'origine traduit moins une volonté de différenciation à l'égard de la prétendue «majorité culturelle» (les Roumis, les Gaouris) qu'un désir de se démarquer des autres «minorités maghrébines» de France, supposées pourtant culturellement et socialement proches : «*Les Algériens, ils sont souvent agressifs. Ce sont des têtes dures*» (H. H., Français d'origine tunisienne) ; «*les Tunisiennes [sous-entendu les Tunisiennes de France], je sais les reconnaître. Elles s'habillent et se maquillent toujours de manière très vulgaire*» (S. K., Français d'origine algérienne). Ce type de rhétorique rappelle à beaucoup d'égards le discours des anciens provinciaux de Paris sur les provinciaux débarqués récemment dans la capitale (les représentations croisées entre Auvergnats, Bretons, Picards, Savoyards...). Il révèle à la fois l'intériorisation d'un sentiment patriotique, limité cette fois à l'État-nation d'origine (l'Algérie, le Maroc et la Tunisie), et une certaine rivalité identitaire entre des groupes souvent amalgamés par le discours majoritaire (les Maghrébins, les Arabes, les musulmans...).

Sur ce plan, les nationalismes migratoires constituent une forme de compétition symbolique entre des individus et des groupes, dont l'enjeu central est l'intégration à la nation d'accueil. Nous ne sommes pas en présence d'une transposition sur le territoire français d'un conflit larvé entre les nations maghrébines mais d'une lutte symbolique qui ne produit du sens qu'au regard des enjeux de la société française : on se revendique «Algérien» par opposition aux «Marocains» et aux «Tunisiens», induisant implicitement une connivence plus grande avec l'histoire de France et donc une meilleure intégration à la nation française (même conflictuelle). A contrario, on se

définit comme «Marocains» ou «Tunisiens» pour souligner une plus grande capacité d'adaptation aux normes et aux valeurs de la société d'accueil, se différenciant de l'image péjorative de «l'Algérien à la tête dure et au comportement agressif». Les acteurs d'origine maghrébine établissent une sorte d'échelle d'intégrabilité à la nation française, mettant en doute et interrogeant sur le mode de la provocation symbolique la francité des autres originaires du Maghreb. On trouverait probablement des manifestations comparables chez les juifs séfardes, où l'évocation de la nationalité d'origine (Tunisien, Marocain...) joue un rôle de marqueur social, répondant à une volonté de se valoriser par rapport aux autres juifs du Maghreb mais aussi par rapport aux Ashkénazes (juifs d'Europe).

En définitive, nous sommes dans un jeu d'images et de rôles, une sorte de dramaturgie des origines et des appartenances, c'est-à-dire une «mise en scène de présentations de soi conditionnée par la définition de la situation vécue»⁶. Là où le réalisme sociologique et le cynisme politique cherchent à tout prix à rationaliser en classant les individus dans des catégories (intégré/non intégré) ou en se réfugiant dans une forme de démagogie de la diversité ethnique (l'individu multiculturel), les acteurs ordinaires manipulent avec une étonnante habileté les registres identitaires et nationaux sans se poser préalablement les questions de la compatibilité ou de la normalité de leurs discours et de leurs pratiques sociales.

Vincent Geisser et Schérazade Kelfaoui sont respectivement Chargé de recherche au CNRS, à l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM) d'Aix-en-Provence et doctorante en géographie.

Notes :

1. Cette recherche a été menée dans le cadre d'un programme dirigé par Abdelhamid Hénia, à l'Institut de Recherche sur le Maghreb Contemporain (IRMC) de Tunis, atelier intitulé "Allégeances et territorialité", 1996-1999.
2. Sur l'histoire "officielle", cf. les travaux de Hassan Remaoun, *Comment on enseigne l'histoire en Algérie ?*, éditions du CRASC, Oran, 1995.
3. Suzanne Citron, *Le mythe national, l'histoire de France en question*, Paris, coédition Les Éditions ouvrières et La Documentation internationale, 1989.
4. Philippe Braud, *Le jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 1991.
5. Gaouri et Roumi sont des termes anciens, couramment employés dans les pays du Maghreb pour désigner les Européens, les chrétiens, les non-musulmans.
6. Philippe Braud, *Le jardin des délices démocratiques*, op. cit., p. 22.